

Europe

LE RAPPORT DES ALLEMANDS À LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE

Ipsos

01/03/2021

La Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert ont réalisé avec Ipsos une enquête dans huit pays de l'Union européenne (France, Allemagne, Espagne, Italie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Suède), sur le rapport des Européens à la souveraineté européenne. Cette note de synthèse présente les résultats du volet Allemagne et apporte des réponses aux questions suivantes : comment les Allemands perçoivent-ils la notion de souveraineté ? En quoi la vision de la souveraineté européenne en Allemagne diffère-t-elle des autres pays de l'Union européenne ?

Méthodologie

Enquête réalisée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert auprès de 8000 personnes interrogées par internet via l'Access Panel d'Ipsos du 28 décembre 2020 au 8 janvier 2021, constituant 8 échantillons de 1000 personnes représentatifs de la population nationale de 18 ans et plus de l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Suède. Les échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession, catégorie d'agglomération, région).

La souveraineté ? Un terme positif et apprécié en Allemagne

« Lorsque vous entendez le mot souveraineté, quelles sont les idées, les images auxquelles vous pensez spontanément ? » Alors que les Français associent massivement le terme « souveraineté » au champ sémantique de la royauté (« roi », « reine », « monarchie », etc.), les réponses enregistrées outre-Rhin projettent un terrain d'opinion nettement plus favorable à l'idée de souveraineté européenne : indépendance, État, liberté, autonomie, pouvoir, autodétermination, sécurité, confiance, force...

Le terme « souveraineté » évoque globalement « quelque chose de plutôt positif » pour les trois quarts des Allemands (73%), alors qu'on est à moins de 50% en moyenne sur les huit pays de

l'enquête, et à 29% en France. Les Allemands sont également les plus nombreux, avec les Polonais et les Lettons, à juger le terme « moderne » (31%), quand moins de 10% le trouvent « dépassé » (50% optent pour « ni l'un ni l'autre »). On est là encore loin des scores relevés en France et en Italie, où le qualificatif « dépassé » est majoritaire, avec respectivement 49% et 53% de citations. L'absence de couleur politique liée à la souveraineté est une autre spécificité germanique : 3% des personnes interrogées jugent le terme « de gauche », 5% « de droite », quand une large majorité (77%) s'accorde sur « ni de gauche, ni de droite » (15% de sans opinion). Dans les autres pays les avis sont plus partagés, et si la majorité des Européens (58%) n'attribue pas non plus de couleur politique au mot, il reste pour les autres plutôt associé à la droite (23%) qu'à la gauche (6%).

Invités enfin à sélectionner dans une liste de propositions les deux qui s'associent le mieux au mot « souveraineté », les Allemands ont été plus d'un sur deux à choisir « l'indépendance » (63% de citations) et « l'autodétermination » (53%), la « liberté » (35% de citations) complétant le podium. Les choix allemands marquent là encore une certaine bienveillance à l'égard du terme, qu'on ne retrouve pas en Europe du Sud. En France, en Italie et en Espagne, ce sont les mots « puissance » et « nationalisme » qui arrivent en tête.

Souveraineté européenne : deux mots qui vont très bien ensemble

La connotation largement positive du mot « souveraineté » relevée en Allemagne joue-t-elle en faveur d'un soutien plus marqué au concept de « souveraineté européenne » ? Près de 70% des Allemands déclarent en tous cas bien voir ce que signifie l'expression, et 63% en ont un a priori positif (en particulier les sympathisants de la CDU, du SPD et des Die Grünen, seuls ceux de l'AfD étant très partagés). On est au niveau de ce que l'on enregistre sur la notion de « souveraineté nationale », que 75% des Allemands déclarent bien comprendre et qui évoque quelque chose de positif dans 64% des cas, et un peu au-dessus des moyennes européennes sur chacun des deux termes. L'expression « autonomie stratégique » est en revanche moins bien comprise (51% des Allemands voient bien ce dont il s'agit, pour 61% en moyenne sur les huit pays de l'étude), même si les jugements restent globalement positifs (44% d'avis positifs pour 20% d'avis négatifs, on est à 49% / 21% en moyenne européenne).

La notion de souveraineté européenne est donc bien comprise et bien perçue en Allemagne, et rares sont ceux qui y voient une contradiction avec la souveraineté nationale. Les trois quarts des Allemands (73%, le plus fort taux des huit pays testés, 15 points au-dessus de la moyenne européenne) estiment ainsi qu'il est possible de rapprocher les termes souveraineté et Europe,

« car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires ». Seulement 27% (pour 42% en moyenne européenne) pensent plutôt que les deux termes sont contradictoires, « la souveraineté renvoyant avant tout à la nation ». Là encore, la différence assez nette entre l'Allemagne et la moyenne des pays étudiés est liée au sens donné au concept de souveraineté. Outre « l'indépendance vis à vis des autres » (63% de citations), la souveraineté signifie aussi pour les Allemands « la coopération librement déterminée avec ses partenaires » (49%), alors que cet item n'arrive qu'en dernière position en moyenne européenne (35%).

La souveraineté européenne, déjà une réalité pour la majorité des Allemands

À la question « selon-vous, l'Europe est-elle aujourd'hui souveraine ? », la majorité des Allemands répondent par l'affirmative (57%, 43% d'avis contraires). On est à nouveau au-dessus de la moyenne européenne, qui présente sur cette question un rapport de force équilibré (51% de « oui », 49% de « non »), et très éloigné des pays où l'opinion est majoritairement critique, la France (64% de « non ») et l'Italie (54%).

Les avis sur la souveraineté réelle de l'Europe sont contrastés d'un pays à l'autre, alors que pourtant les conditions primordiales pour parvenir à cette souveraineté sont partagées : « une politique de sécurité et de défense commune », jugée primordiale pour 71% des Allemands (67% en moyenne sur les 8 pays de l'enquête), « une économie prospère » (67% de citations en Allemagne, 69% en moyenne européenne), « la garantie d'une production européenne dans des domaines stratégiques telle que l'alimentation et la santé » (65% / 65%), « une défense forte de ses propres valeurs – démocratie, État de droit – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » (65%, 61%), « une maîtrise des frontières extérieures de l'UE » (61%, 59%), « des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères » (60% / 58%), « des ressources énergétiques européennes » (59% / 60%), « une maîtrise des infrastructures stratégiques – ports, aéroports, énergie... » (52% / 52%), « une maîtrise des infrastructures numériques – réseaux sociaux, 5G, Cloud... » (49%, 46%), « ses propres ressources fiscales » (45%, 53%). La hiérarchie des différents éléments diffère légèrement d'un pays à l'autre, mais les niveaux restent proches. Et quand une condition n'apparaît pas « primordiale » dans un pays, elle est à minima « importante ». On est en moyenne européenne à plus de 90% de « primordiale ou importante » pour chacune des 10 conditions proposées.

Que la souveraineté européenne soit déjà ou non une réalité, dans tous les pays de l'enquête, on l'appelle de ses vœux. Dans l'ensemble, 73% des Européens estiment qu'il faut « renforcer » la souveraineté européenne, un taux qui grimpe à 83% en Allemagne, un des plus forts avec ceux

mesurés en Lettonie (84%) et en Roumanie (83%). Pour les Allemands, le renforcement de la souveraineté européenne est autant souhaité qu'un renforcement de la souveraineté du pays (84%). Ce soutien massif s'explique par les avantages escomptés d'un tel renforcement. À choisir deux raisons qui pourraient le justifier, les Allemands placent en tête « le défi du changement climatique » (42% de citations, pour 34% en moyenne sur les huit pays de l'enquête en deuxième position), « la menace terroriste » (37% en Allemagne, 37% en moyenne européenne à la première position) et « la menace sanitaire » (30% / 31%). Le renforcement de la souveraineté européenne apparaît également stratégique aux Allemands pour contrer « la volonté de puissance des États-Unis » (21%), raison d'ailleurs plus souvent évoquée que « la volonté de puissance de la Chine » (18%), alors que c'est l'inverse en moyenne européenne (17% pour les États-Unis, 20% pour la Chine). En Allemagne, on évoque aussi un peu plus qu'ailleurs « la volonté de puissance de la Turquie » (11% de citations / 7% en moyenne européenne) – sans doute en raison des relations spécifiques entre les deux pays –, et moins souvent « le manque de poids de son pays à l'échelle internationale (19% de citations, 27% en moyenne européenne).

Dès lors, qu'est-ce qui freine le plus le renforcement de la souveraineté européenne ? Pour les Allemands, une raison se détache, choisie par une personne sur trois (35%) : « le fait que certains pays européens soient dirigés par des nationalistes » – un item largement plus cité que dans d'autres pays (23% en moyenne sur les 8 pays, et seulement 15% en France, ou encore 14% en Roumanie et en Lettonie). L'Allemagne partage cette spécificité avec la Suède (38% sur cet item). « La pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger un Europe forte », raison la plus souvent choisie en Lettonie (41%) et en Roumanie (36%), n'est qu'à 17% en Allemagne, au même niveau que « les différences culturelles entre les nations européennes », preuve une nouvelle fois de l'ancrage profond de l'Allemagne dans l'Union européenne. « La faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement) » est ensuite à 14%, alors que c'est la raison n°1 pour les Français (23%) et les Italiens (22%). « La réticence des populations » et « la pression des grands groupes industriels ou des plateformes numériques » sont également cités, mais par moins de 10% de l'échantillon.